

L'État se réveille...

Le violent et ironique discours du haussaire

Voici la retranscription du fameux discours du nouveau haussaire lors de l'inauguration de l'aérogare de Tontouta qui a coûté très cher et qui a eu du retard. Certains invités à ce cocktails géant ont ri très jaune en entendant les propos pleins de sous-entendus du préfet. Cela annoncerait-il une nouvelle attitude de l'État ?

Je vais parler doucement, car les trois quarts de la salle sont indifférents à nos propos, ils préfèrent se goberger aux frais du contribuable.

Monsieur le président de la Chambre de commerce, Mr le président du gouvernement, mesdames, messieurs. (Il s'énerve et lève la voix.) C'est vraiment très désagréable ! Mesdames et messieurs, ce sont vos impôts qui paient en grande partie cette réalisation ; ça n'a pas l'air de vous effrayer !

En tout cas, en tant que représentant de l'État, qui n'est plus l'État français depuis 1944, c'est l'État tout court, je me félicite de cette réalisation, à la hauteur des enjeux internationaux qu'affronte la Nouvelle-Calédonie aujourd'hui. Bravo à cette réalisation.

Il faut faire son autocritique*

Je me suis longtemps interrogé sur cette date du 19 mars. Il se trouve que, grâce aux cardinaux, ça coïncide exactement, d'ailleurs je vais me dépêcher d'aller le voir, avec la messe d'inauguration du Saint Père. C'est aussi la fête de saint Joseph l'artisan, Dieu sait si on aurait dû l'invoquer. On aurait dû choisir le 22 mai, sainte Rita, patronne des causes difficiles, je n'ai pas dit des causes désespérées, des causes difficiles...

Je pense que sainte Rita a dû être invoquée à plusieurs reprises et j'aurais pensé qu'après tout, ce 19 mars n'a aucune réalité calendaire si on s'en tient au calendrier de l'Église. Le 22 mai aurait été plus convenable, un an avant les élections provinciales, ça ne nous donnait aucun prétexte pour être intégrés dans la campagne.

C'était très compliqué. J'ai relu le dossier dont m'avait parlé très loyalement monsieur le président (de la CCI), et je peux que m'associer à certains des propos de monsieur le président du gouvernement, il faut quand même qu'on fasse de l'autocritique collective sur cette affaire.

L'architecte et la Secal** finement, mais sérieusement mis en cause

Il y a sans doute la gouvernance de la Secal à revoir, vous avez prononcé le nom d'Yves Dassonville (l'ancien haus-

saire). Il s'était intéressé à la question et je vais m'y intéresser à nouveau. Il faut quand même revoir les choses, il n'y a pas de chasse gardée pour les uns ou pour les autres, y compris à la Secal, je crois qu'il faut revoir la gouvernance.

Après, vous avez parlé, monsieur, de génie pour monsieur l'architecte. Certainement, mais un génie qui se mérite apparemment... en termes financiers. J'espère que vous n'avez pas eu de contrecoup sur vos commissions du retard, monsieur l'architecte, ce serait vraiment très dommage, compte tenu de la splendeur que nous apercevons... (C'est ce qu'on appelle de l'ironie, rare chez un représentant de l'État...)

Un peu de discrétion... et de dignité, SVP !

En tout cas, au-delà de ça, c'est le premier regard, vous l'avez dit, monsieur le président, sur un pays. C'est aussi un premier regard sur une assemblée. Il est suivi parfois d'un deuxième regard sur les abords de Nouméa. Je crois que c'est une responsabilité collective que nous avons, vous avez bien voulu m'en parler. Je crois que chacun qui était présent ici ce soir en tirera la leçon qu'il voudra. Un peu de discrétion, je crois, s'impose désormais, après ces grandes dépenses qui sont nécessaires pour être à un niveau international.

Ça ne doit pas coûter d'argent au contribuable

Je pense que maintenant les choses sont faites et bien faites et nous allons en profiter. Toutefois, il y a un dernier point. Vous m'avez parlé, monsieur le président, de la nécessité d'allonger le délai de la concession. J'observe que ça n'a pas été le cas, et que, pour des raisons qui m'échappent encore, une grande direction générale de l'Aviation civile n'a pas cru devoir accéder à votre demande. On se demande bien pourquoi. Ça ne doit rien coûter à L'État, y aurait-il une vengeance personnelle, y aurait-il une querelle qui s'assouvit à cette affaire ?... Il faudrait le savoir...

En tout cas je demande qu'on rouvre la discussion, monsieur le président. Je vous ai dit que ce n'est pas au niveau

d'un sous-chef de bureau que ça se traite, c'est au niveau du cabinet de la ministre. (il dit cette dernière phrase d'une manière martiale). Je vous accompagnerai, y a pas de raison que ça coûte encore plus d'argent au contribuable. Je ne vois pas en quoi la durée de concession coûte de l'argent au contribuable.

Et encore une douille pour l'architecte

Il faut que vous puissiez, et d'ailleurs la lettre du directeur général de l'aviation civile que j'ai retrouvée, décidément, je retrouve des lettres en ce moment, monsieur le président, doit vous permettre tout de même de vous enfourner, si j'ose dire, dans cette brèche, et donc avec vous, s'ils le veulent, nous irons négocier cela, ce qui mettra un équilibre meilleur au point de vue financier pour votre établissement consulaire. Il n'y a pas de raison d'être ébranlé par les conséquences du retard qui a été apporté.

Je suis désolé d'avoir vexé monsieur l'architecte, par mes propos un peu trop libres, mais enfin, il faut savoir entendre tout dans nos métiers.

Merci monsieur le président. »

(On entend alors quelques huées...)

**Les titres en caractères gras et les commentaires entre parenthèses sont de la rédaction.*

*** La Secal est l'organisme qui a suivi les travaux.*

Il ne boit pas

Précision utile, ce haut commissaire ne boit pas ni ne fume pas de cannabis